

# Nouvelles négociations à l'OMC... ils remettent ça !

## Au bord du précipice, un nouveau pas en avant...

On discute et marchandise à nouveau notre avenir à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

Selon le traité fondateur de l'OMC, signé en catimini en 1994, certains accords sont à renégocier périodiquement, mais uniquement pour aller plus loin dans le sens du "libre" échange et de la privatisation. C'est le fameux "mécanisme à cliquet" grâce auquel ils comptent étrangler méthodiquement les services publics, les paysans, les petites entreprises, la culture, etc., et mettre en fin de compte pratiquement toutes les activités humaines entre les mains de la "World Company".

Heureusement, depuis quelques années, un énorme mouvement planétaire s'est créé pour dénoncer et combattre ce programme monstrueux. Dans tous les pays l'opinion publique est aujourd'hui hostile au processus de mondialisation sauvage. Cependant, les maîtres de l'économie - plutôt que de se raviser - foncent pour nous prendre de vitesse.

Ainsi, à Genève, de nouvelles négociations s'ouvrent le 24 mars à l'OMC. Les représentants des divers Etats membres - dont la Suisse - ont également jusqu'au lundi 31 mars pour présenter leurs prochaines priorités en matière de libéralisation des services publics (santé, éducation, eau, etc.) et de l'agriculture.

## Nous sommes toutes et tous concerné-e-s!

Ce qui est en train de se décider à l'OMC va affecter profondément la vie de chacun et chacune d'entre nous - et encore plus de nos enfants. Le gouvernement fédéral, acquis aux intérêts des transnationales

suisses, essaie de se montrer rassurant mais ce processus mènera à la privatisation de la très grande majorité des services publics actuels, dont notamment l'éducation ou les hôpitaux.

Au nom d'une soit-disant "égalité de chance" promue par l'OMC, l'Etat n'aura plus le droit de subventionner les établissements publics -

ou alors devra en distribuer autant aux privés, par exemple, aux multinationales américaines déjà propriétaires des cliniques privées chez nous!

### Politique fiction ? Pas du tout !

Déjà, la transnationale de livraisons UPS réclame une compensation à l'Etat canadien pour la concurrence déloyale des postes ! Le Canada a aussi dû payer une énorme compensation à une autre entreprise étrangère et abroger une loi sur le recyclage, sous prétexte

que celle-ci favorisait les compagnies concurrentes qui la respectaient ! Finalement on ne laisserait à l'Etat que des services minimum, soit ceux qui ne permettent pas de gros bénéfices.

**L'agriculture et les services publics sont au coeur des enjeux!**

Concrètement, l'Etat n'aurait plus qu'à s'occuper socialement de celles et ceux dont la société "des plus forts" n'aurait pas voulu.

D'autre part, la petite et moyenne paysannerie suisse pourrait être mise en faillite (c'est déjà bien avancé), ne laissant la place qu'à une agriculture industrialisée et "performante" (OGM et compagnie !), ainsi qu'à des importations à bas prix qui nuisent à l'environnement et affament les pays pauvres. Pouvez-vous imaginer nos campagnes et montagnes sans leurs paysans, sans la culture et les cultures qui semblent si naturelles et essentielles?

Eux, oui. Sans état d'âme.

Les politiques proposées à l'OMC sont diamétralement opposées aux besoins et aux volontés de l'immense majorité de la population en Suisse comme sur le reste de la planète. Mais, cela se passe entre hauts fonctionnaires et lobbies des multinationales, sans contrôle populaire, sans même un débat parlementaire ou public. Et les accords une fois signés, ils diront que nous n'avons plus le choix !

C'est pourquoi nous pensons qu'il est temps que chacun(e) puisse s'exprimer sur l'avenir qu'il ou elle désire.

Nous vous invitons donc à répondre à notre consultation populaire et à participer massivement aux activités que nous organisons du 13 au 29 mars.

En particulier, rejoignez-nous le samedi 29 mars à 14H00 devant l'OMC! Avec des organisations paysannes et syndicales européennes, notre cortège tournera le dos à l'OMC et à ses politiques mercantiles, pour ramener en ville des questions sur notre avenir commun qui se posent à tous et à toutes.